



Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques

Résumés des conférences et travaux

141 | 2011
2008-2009

Pratiques médiévales de l'écrit documentaire

Laurent Morelle



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ashp/998>

ISSN : 1969-6310

Éditeur

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

Édition imprimée

Date de publication : 2 février 2011

Pagination : 153-157

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Laurent Morelle, « Pratiques médiévales de l'écrit documentaire », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 141 | 2011, mis en ligne le 24 février 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/998>

Tous droits réservés : EPHE

PRATIQUES MÉDIÉVALES DE L'ÉCRIT DOCUMENTAIRE

Directeur d'études : M. Laurent MORELLE

Programme de l'année 2008-2009 : *Enquêtes sur l'écrit diplomatique des VII^e-XII^e siècles.*

I. Partant d'un commentaire de travaux récemment publiés – notamment ceux de Robert Berkhofer III (*Day of Reckoning. Power and accountability in medieval France*, Philadelphie, 2004) et de Steven Vanderputen (par ex. dans *Journal of Medieval History*, t. 32, 2006) – sur les pratiques scripturales des monastères de France septentrionale aux XI^e et XII^e siècles, et dans le sillage d'une étude alors en voie d'achèvement¹, on s'est proposé, en début d'année, de réfléchir sur les chartes abbatiales, surtout celles du XI^e siècle, à partir de dossiers de France du Nord. Plusieurs observations liminaires ont été développées. 1) L'acte abbatial n'est pas une espèce diplomatique vraiment reconnue ; il n'a guère retenu l'attention des spécialistes, fait l'objet d'aucune rencontre spécifique. Cette situation tient peut-être au fait que les monastères sont d'abord considérés comme des récepteurs d'actes et non comme des émetteurs de plein droit. 2) Dans un nuancier typologique, l'acte abbatial occupe une place inconfortable entre l'acte « d'autorité » (celui des souverains et des évêques) et l'acte « privé » des particuliers, ayant à ses côtés d'autres écrits monastiques qui peuvent en tenir lieu dans certains centres d'écriture (les notices monastiques ligériennes par exemple). C'est un écrit particulièrement ouvert aux hybridations et soumis à l'influence du matériel engrangé par les chartriers. 3) L'acte abbatial n'est pas toujours, loin s'en faut, un acte individuel ; c'est ordinairement un acte en nom collectif, celui de l'abbé et de la communauté qu'il dirige, dans la mesure où il est ordinairement non seulement validé par les moines mais aussi, du moins au XII^e siècle, intitulé au double nom de l'abbé et du « convent ». Cette situation invite à rechercher dans l'acte « abbatial » une conception ou un instantané des relations entretenues par l'abbé avec sa communauté. 4) Si l'acte abbatial existe depuis le haut Moyen Âge – il est bien attesté à l'époque carolingienne –, son champ d'application semble s'élargir au cours du XI^e siècle, époque qui voit, comme on sait, les communautés monastiques peser davantage sur la production des écrits de la pratique. L'acte abbatial profite de cette évolution, consignait des actions juridiques d'un genre nouveau (les *conventiones* avec les laïcs) ou se substituant aux actes de particuliers quand il s'agit de transactions encadrées de longue date (donations, aliénations temporaires de biens, etc.). 5) Enfin, l'acte abbatial est tourné vers l'intérieur comme vers l'extérieur de l'établissement où il naît ; c'est aussi bien l'outil de décisions statutaires intra-communautaires que l'instrument formalisant les relations avec les partenaires institutionnels ou privés, laïcs ou ecclésiastiques.

1. « Instrumentation et travail de l'acte : quelques réflexions sur l'écrit diplomatique en milieu monastique au XI^e siècle », *Médiévales*, 56 (printemps 2009), p. 41-74.

Dans un second temps, on a proposé un commentaire suivi de deux petits dossiers documentaires proches par l'espace et le temps, ceux des abbayes picardes de Corbie (1042-1064) et de Saint-Riquier (1043-1063), toutes deux sises au diocèse d'Amiens.

Les actes abbatiaux corbéiens sont au nombre de cinq (éd. L. Morelle, *Les chartes de l'abbaye de Corbie*, thèse dactylographiée, université Paris-IV, 1988, n^{os} 5 [Richard, 1042], 8 [Foulque, 1055], 9 [Foulque, 1055], 12 [Foulque, 1061 ou 1063], 16 [Foulque, 1064]); un seul de ces actes, le plus récent, est transmis en original, les autres le sont par des copies d'érudits ou un cartulaire du xv^e siècle. L'acte de 1042, souscrit par le roi Henri I^{er}, est le premier acte abbatial conservé à Corbie. C'est un règlement global d'avouerie passé entre la communauté et son avoué majeur, le seigneur d'Encre ; formellement, l'acte ressemble davantage à un compte rendu judiciaire pris en charge par la partie victorieuse qu'à une véritable charte abbatiale. Avec les deux écrits de 1055, l'un actualisant ou complétant la *lex* précédente sous les auspices du comte de Flandre (n^o 9), l'autre réglant les droits d'avouerie sur une possession particulière (n^o 8), l'acte abbatial prend plus nettement forme, bien que le protocole encadrant les dispositions soit d'une grande sobriété, un peu maladroite d'ailleurs. Les deux dernières pièces du corpus sont des réalisations d'une qualité tout autre. Incontestablement, l'acte abbatial gagne alors en maturité et en solennité. C'est sensible dès la charte de 1061-1063, qui ne fait pourtant que consigner un contrat d'aliénation temporaire à deux vies avec un laïc modeste. Plusieurs inflexions ont été ici observées. La charte, donnée en présence du comte de Flandre, se fait pleinement acte d'autorité : le discours diplomatique est ourlé avec soin, la titulature abbatiale se pare pour la première fois d'une formule de dévotion (*Dei gratia*), l'abbé s'autodésigne à l'aide de métonymies (*mansuetudo nostra*, *devotio nostra*). Les différents moments de l'action juridico-diplomatique (*petitio* du demandeur, accord de l'abbé, consentement de la communauté, annonce des témoins) sont autant d'occasions d'exalter la figure de l'abbé, mais aussi d'indiquer le rôle des moines dans le processus décisionnel ; un clivage est ainsi marqué entre les laïcs simplement mentionnés comme présents (y compris le comte de Flandre) et les moines, qui apportent leur *consensus* à la décision de l'abbé. En l'occurrence, les moines sont présentés comme les collaborateurs de l'abbé davantage que comme les membres constitutifs d'un *conventus* ; l'acte reste d'ailleurs strictement intitulé au nom de l'abbé, comme l'étaient les actes antérieurs. Un dernier faisceau d'observations a été lancé : alors que l'abbé s'adressait en 1055 au cercle étroit des fidèles de l'église de Corbie, la notification de 1061-1063 place la décision abbatiale sous le regard de l'Église universelle et des temps futurs. Ce menu changement n'est pas forcément insignifiant : on pourrait rapporter en effet au même propos universaliste le fait que le rédacteur précise pour une fois la situation de Corbie dans le diocèse d'Amiens, ce qui n'aurait aucun sens pour un public local. Il est plus intéressant encore de noter que cette précision a tout l'air d'avoir été inspirée par la lecture du privilège pontifical de Léon IX obtenu en 1050 par l'abbé de Corbie Foulque. Ce rapprochement, tout modeste qu'il soit, rappelle que les rédacteurs monastiques ont en mémoire active une diversité de références diplomatiques puisées dans le vivier des archives de leur établissement ; dans le cas présent, il signale un tropisme romain lourd de sens, car l'abbaye connaît alors les débuts d'un grave conflit qui va l'opposer de longues années durant à l'évêque d'Amiens ; l'abbé Foulque va rapidement appeler

le pape Alexandre II à l'aide, en arguant du privilège de 1050. Ce contexte conflictuel éclate dans le dernier acte, le plus solennel de tous. L'acte de 1064, dont on conserve l'original, témoigne d'un travail particulièrement soigné et réfléchi tant dans sa mise en page que dans sa rédaction¹. Cet acte, passé sous forme de chirographe (comme celui de 1062-1063 semble-t-il), entérine la cession viagère d'une *cella* monastique à l'évêque d'Amiens, sans doute une transaction d'apaisement, mais dans un climat de méfiance absolue. L'acte associe pour la première fois l'abbé et les moines dans son *intitulatio*, selon un libellé peu banal (*Fulco abbas Corbeie et fratres qui sunt mecum*) qui insiste sur le caractère collectif d'une décision à haut risque en ces circonstances, mais sans prétendre non plus à l'unanimité (un autre indice suggérerait même une possible opposition de quelques moines). C'est donc au moment où Corbie connaît d'âpres démêlés avec l'autorité diocésaine que les rédacteurs de l'abbaye travaillent leurs productions et hissent les écrits donnés par leur abbé au niveau d'actes d'autorité : la compétition est aussi sur le terrain de la diplomatie.

On a commenté plus brièvement le dossier contemporain de Saint-Riquier, comportant quatre chartes insérées par Hariulf dans son *Chronicon* composé en 1088 (éd. Hariulf, *Chronique de l'abbaye de Saint-Riquier (Ve siècle-1104)*, éd. F. Lot, Paris, 1894, p. 193-194 [Angilram, 1043], 233-234 [Gervin, 1046], 232-233 [Gervin, 1053], 235 [Gervin, 1062-1063]). Ces chartes abbatiales ne sont qu'une sélection faite par Hariulf au sein d'un chartrier qui en comportait alors entre huit et quinze, selon un inventaire rédigé en 1098. Sèchement (pas d'adresse ni de préambule), mais rigoureusement composées (invocation initiale, notification générale aux fidèles de l'Église, corroboration, date et souscriptions « de nos frères et de nos fidèles »), elles n'ont rien des formes ampoulées et hybrides qu'on peut relever ailleurs (à Saint-Amand par ex.). L'une (1046) est apparemment une simple concession usufructière de terres monastiques ; les trois autres viennent en revanche conclure de sérieux conflits avec des laïques : on y lit l'accensement viager d'un moulin à un chevalier qui renonce à en réclamer la possession (1043), la notification de la reddition d'une *villa* envahie par un deuxième (1053), ou encore celle de l'abandon par un troisième, moyennant finance, de ses prétentions sur une terre de Saint-Riquier (1062-1063). La charte est toujours intitulée au nom du seul abbé, précédé du qualificatif *frater* en 1053 et accompagné deux fois d'une formule de dévotion (*propitiante divina gratia* en 1046, *Dei gratia* en 1063). Quant à la communauté des moines de Saint-Riquier, elle se fait discrète : les moines semblent absents parmi les témoins en 1046, leurs *signa* mis sur le même plan que ceux des fidèles du monastère en 1043 ; c'est seulement dans le cadre d'un rite solennel d'anathème qu'on voit, en 1053, les *fratres* agir autour de l'abbé Gervin. En somme, ni la forme des chartes abbatiales, ni le rôle de la communauté ne semblent à Saint-Riquier susciter une réflexion analogue à celle qu'on a cru saisir à Corbie.

Ces premiers sondages et analyses ont permis de fixer plusieurs jalons et thèmes d'une enquête qui sera poursuivie ultérieurement sur d'autres fonds et dans une large chronologie.

1. On trouvera un commentaire de cet acte (avec édition et fac-similé) dans la publication suivante : L. Morelle, « Une pièce exceptionnelle du chartrier de Corbie : la charte de l'abbé Foulque de 1064 », *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, 2003 [2009], p. 222-236.

II. Une autre série de séances a été consacrée à l'examen critique de documents à problème, abordés ici pour la première fois ou revisités. On est ainsi revenu sur le privilège d'émancipation délivré en 662 par l'évêque de Théroutanne Audomarus (saint Omer) à l'abbaye de Sithiu (Saint-Bertin/Saint-Omer). Cet acte de critique difficile avait été étudié en 2005-2006 et on avait alors constaté que plusieurs lignes du texte étaient empruntées (sous une forme altérée, mais très reconnaissable) à une homélie de Grégoire le Grand sur Ezéchiel (II, 7). Un nouvel examen a permis de détecter un autre emprunt au même recueil (homélie II, 4), toujours dans le même secteur du privilège. Cette concentration conforte les soupçons d'une composition par étapes du privilège (ce qui ne signifie pas forcément interpolation), mais oblige aussi à admettre qu'en cet endroit, le texte parvenu jusqu'à nous a moins souffert que ne le pensait naguère Eugen Ewig d'accidents de transmission ; les reconstitutions textuelles de l'historien allemand ne sont plus recevables en l'état. L'éloge monastique bâti autour des emprunts à Grégoire le Grand est de facture « mérovingienne », qu'il ait ou non appartenu à l'état primitif de la charte épiscopale. Ce qui veut dire que s'il s'agit de passages injectés dans l'acte après sa validation, ce remaniement est antérieur à la latinité carolingienne et ne peut être mis en rapport, comme l'a supposé Karine Ugé, avec la réforme statutaire instaurée par l'abbé Fridugise dans les années 820 à Sithiu. En revanche, le privilège d'Audomarus a bien connu par la suite, à l'époque carolingienne voire plus tard encore (milieu du XI^e siècle), des retouches ponctuelles, sources de contradictions et d'anomalies. Il a été tenu compte de cette découverte et de ces compléments d'enquête dans la version écrite d'une communication sur le privilège de saint Omer présentée en 2007 au colloque lillois sur *Le diocèse de Théroutanne au Moyen Âge* (sous presse).

D'autres séances ont été consacrées à l'examen en profondeur d'un acte controversé. Il s'agit d'une charte, datée du 1^{er} octobre 961 et confirmée lors du concile provincial du Mont-Notre-Dame de 972 ou 973, par laquelle l'évêque de Laon Rorgon (ou Roricon) a réformé l'abbaye de Saint-Vincent, second siège de l'évêché (éd. A. Dufour-Malbezin, *Actes des évêques de Laon des origines à 1151*, Paris, 2001, n° 6). Il existe de cet acte un parchemin (Laon, Bibl. mun., coll. d'autographes) qu'Annie Dufour considère comme un faux (sans toutefois s'arrêter sur le processus ni sur les mobiles de la falsification), mais que plusieurs auteurs tiennent pour vrai ; d'autres historiens ne se sont pas prononcés sur cet « original », mais en ont utilisé la teneur dans des études portant sur les réformes monastiques du X^e siècle. L'enquête a d'abord confirmé et précisé le jugement d'Annie-Dufour. Le parchemin est incontestablement un pseudo-original (donc un faux), confectionné au XII^e siècle ; les indices sont multiples et convergents : parchemin écrit d'une écriture contrefaite, régime abrégé aberrant et anachronique, scellement sur sceau pendant, contradiction entre la chronologie des étapes de mise en écriture et celle des deux actions diplomatiques relatées (les souscriptions se rapportant à la validation primitive de l'acte en 961 ont été inscrites après les mentions relatives à sa confirmation de 972-973). Ce faux inclut une délimitation du *districtus* (territoire de juridiction) de Saint-Vincent, au libellé suspect et curieusement similaire à celui d'un acte de 1134 (éd. Dufour-Malbezin, n° 160), où se trouve réglé un conflit de limites juridictionnelles entre l'abbaye et la commune de Laon. Il y a là occasion possible voire probable de falsification. Pour autant, cet acte

falsifié n'est pas une forgerie. Il remplace un acte épiscopal dont on peut penser qu'il a été effectivement « envoyé » pour confirmation par l'évêque Rorgon au concile provincial du Mont-Notre-Dame ; la mention de cet envoi n'a pu être inventée par un faussaire, car elle est appuyée par un indice indirect, extérieur au dossier laonnois. L'enquête ne s'est pas arrêtée là car la teneur de l'acte de 961 (même débarrassée des interpolations liées à la falsification du ^{xii}^e siècle) n'est pas vraiment en accord avec ce que d'autres chartes du ^x^e siècle issues du chartrier de Saint-Vincent nous apprennent de la réforme de Rorgon. Pour faire bref, l'acte sous examen proclame une entreprise rondement menée par un évêque énergique et plein d'autorité, tandis que les autres chartes du dossier suggèrent une opération laborieusement accomplie par un évêque manquant de moyens. Il se pourrait alors que l'acte (perdu) confirmé par le concile de 972-973 ait été composé en vue de cette assemblée, de façon à pourvoir l'abbaye de Saint-Vincent d'un titre statutaire offrant de la réforme de Saint-Vincent la version « officielle » et idéalisée, une version conforme aux vues de l'archevêque de Reims Adalbéron de Reims, promoteur de l'assemblée épiscopale de 972-973. La falsification du ^{xii}^e siècle n'est donc qu'un épisode dans l'histoire à rebondissement de la mise en écriture diplomatique de la réforme de Saint-Vincent.